

Investissement dans le nucléaire au Brésil : « un lobby puissant (et prêt à corrompre) »



Par Valéria Nader et Gabriel Brito, de la rédaction de *O Correio da Cidadania*

Source : *O Correio da Cidadania* – avril 2011

http://www.correiodacidade.com.br/index.php?option=com_content&view=article&id=5703:manchete090411&catid=25:politica&Itemid=47

Traduction : Hélène BREANT pour Autres Brésils

Le monde a renoué avec le spectre du nucléaire après le tremblement de terre et le tsunami qui l'a suivi, balayant principalement nord-ouest du Japon, provoquant a posteriori l'explosion et les fuites des réacteurs de la centrale de Fukushima. Le gouvernement japonais tente de rassurer la population, répétant à l'envi que les niveaux de radiation mesurés dans l'air restent acceptables, mais personne ne se satisfait de ces explications ni ne dort sur ses deux oreilles.

Afin d'aborder ce sujet toujours plus controversé dans tout débat sur l'énergie, le journal O Correio da Cidadania a rencontré M. Joaquim Francisco de Carvalho, professeur en Ingénierie nucléaire et docteur ès Energie. Pour celui qui a été aussi été directeur industriel de la NUCLEN – aujourd'hui Electronuclear – Fukushima ne fait que révéler que l'industrie du nucléaire reste « une boîte noire dans le monde entier ». Cet exemple est flagrant, puisque même avec l'accompagnement requis de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique), rien n'a pu empêcher les erreurs et négligences de l'entreprise responsable.



En ce qui concerne le Brésil, M. de Carvalho estime qu'investir dans de nouvelles centrales nucléaires relève de la folie, sachant que nos capacités de production hydro-électrique suffisent à couvrir les besoins nationaux. Toutefois, le lobby du nucléaire, aux marges de manœuvre restreintes dans les pays « centraux », installe ses repaires précisément dans ceux où les institutions et la classe politique sont plus vulnérables. Et dans un ministère coiffé d'un Sarney, on ne peut s'attendre à des investissements sensés et réalisés dans l'intérêt général.

L'interview est retranscrite ci-dessous dans son intégralité.

Correio da Cidadania (CC) : Comment analysez-vous la catastrophe nucléaire de Fukushima, à la lumière des faits désormais révélés et reconnus par le gouvernement japonais ?

M. Joaquim Francisco de Carvalho (JFC) : La catastrophe de Fukushima a confirmé ce que beaucoup savaient déjà, à savoir que l'industrie du nucléaire est une « boîte noire » dans le monde entier.

CC : Partagez-vous la conviction de la majeure partie de l'opinion publique, selon laquelle le gouvernement japonais occulte ou fait de la rétention d'informations sur l'état réel des radiations et de leurs effets ? Peut-on croire que la contamination radioactive de l'air et de la mer reste à des niveaux acceptables et sans danger pour la santé humaine, comme l'affirme le gouvernement nippon ?

JFC : TEPCO (Tokyo Electric and Power Company), propriétaire de la centrale, est responsable du bon fonctionnement et de la sécurité de ces installations. Le gouvernement japonais est, lui, compétent pour surveiller et contrôler l'application des normes de sécurité des centrales nucléaires. Ainsi, directement ou indirectement, l'opérateur et le gouvernement sont co-responsables et chacun occulte des informations – l'un pour sauver ce qui reste de la réputation de l'entreprise, l'autre pour éviter que la population ne cède à la panique.

CC : Peut-on savoir si l'irradiation consécutive à l'accident pourra atteindre d'autres continents et toucher leur environnement naturel, leurs habitants ?

JFC : Les produits issus de la fission et qui se sont échappés par les brèches ouvertes dans au moins l'un des réacteurs de Fukushima se diluent dans l'atmosphère, si bien que les retombées sur d'autres continents ne devraient pas dépasser les limites de l'acceptable. Le problème des mers voisines est plus grave, car les poissons risquent fort de devenir impropres à la consommation. Or, ils



constituent la principale source de protéines des Japonais. Mais je n'ai pas encore pu disposer de données quantitatives à ce sujet.

CC : Face à un accident aussi tragique, on pourrait aussi remettre en question le rôle joué par l'AIEA, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, dans la régulation et le suivi des activités nucléaires ?

JFC : L'AIEA remplit bien sa fonction de régulation et de suivi des activités nucléaires à travers le monde. Dans le cas de Fukushima, la presse révèle que TEPCO avait falsifié des rapports de visites de maintenance effectuées à la centrale. Je ne sais pas s'il appartenait à l'organe chargé de la sûreté nucléaire au Japon ou à l'AIEA de vérifier que ces rapports correspondaient bien à la réalité.

CC : Revenons-en au Brésil. Comment se situe l'énergie nucléaire dans notre bouquet énergétique ? Peut-elle être pertinente, notamment si on la considère comme une énergie propre ?

JFC : Le Brésil peut couvrir la totalité de ses besoins en électricité à partir de sources renouvelables d'énergie primaire, sans avoir recours au nucléaire. Cela ne signifie en rien que l'on doive négliger les applications médicales, agricoles, industrielles ou scientifiques de radio-isotopes. Ces applications revêtent une importance croissante et devraient être prioritaires dans les budgets des Etats fédérés comme dans le budget national consacrés aux sciences et aux technologies.

CC : En ce qui concerne la structuration et le fonctionnement du secteur du nucléaire au Brésil, que pensez-vous d'Electronuclear, créée en 1997 dans le but de construire et de gérer des centrales thermo-nucléaires ? Quelle est la part de l'électricité consommée au Brésil à partir d'énergie nucléaire ?

JFC : Electronuclear, l'ancienne Nuclen (Nuclebras Engenharia S.A.), était une entreprise détenue à 49% par des capitaux allemands et à 51% par des capitaux brésiliens. Elle avait à sa tête un binôme composé d'un directeur général (un homme politique) et d'un directeur technique (un économiste et comptable allemand). Au départ, l'entreprise était plutôt sobre et efficace. Aujourd'hui, elle appartient à 100% à l'Etat, et vu la tendance actuelle à la politisation et aux logiques d'appareil de nos gouvernants, je ne sais pas bien comment va cette entreprise.

CC : Quant à la CNEN (Commission Nationale de l'Energie Nucléaire, organe fédéral placé sous l'autorité du Ministère des Sciences et de la Technologie), s'agit-il aujourd'hui de l'organisme le plus pertinent pour réguler le secteur ? Sa composition et sa structuration sont-elles adéquates pour lui permettre de jouer ce rôle ?

JFC : Le ministre des Sciences et de la Technologie, M. Mercadante, avait répondu en personne à cette question. La presse a rapporté qu'il avait limogé il y a quinze



jours toute la direction du CNEN. Il est le seul qui ait agi comme il le fallait, dans cette affaire. Maintenant, nous allons voir si les directeurs sont réellement démis de leurs fonctions ou s'ils bénéficient d' « appuis politiques » pour rester « vissés sur leurs fauteuils ».

CC : Dans le même esprit, que dire de la centrale d'Angra 2, en activité depuis plus de dix ans sans les autorisations environnementales nécessaires, sans parler des doutes émis par le Ministère Public sur la légalité de ses activités ?

JFC : Cela nous donne une bonne idée du degré d'irresponsabilité des autorités censées surveiller et contrôler les installations nucléaires – irresponsabilité révélée par la complicité et les omissions de la CNEN, ainsi que par l'attitude illicite d'Electronuclear, qui gère une centrale sans l'autorisation des autorités compétentes.

CC : Comment pensez-vous que notre gouvernement procède désormais en matière de politiques publiques liées à l'énergie nucléaire ? Croyez-vous que le développement du secteur sera encouragé, comme le disent même certains membres du gouvernement ?

JFC : D'après les déclarations des autorités théoriquement chargées du secteur, rien ne va changer.

CC : Pourquoi un tel « intérêt » du Brésil à investir dans le nucléaire, au mépris de tous les risques et problèmes de maintenance et malgré notre gigantesque potentiel hydro-électrique, sans parler de l'inconnue des déchets nucléaires à l'avenir ?

JFC : Faute d'alternatives pour produire de l'électricité, certains pays européens, ainsi que le Japon et les Etats-Unis, ont choisi des centrales électro-nucléaires extrêmement chères et qui produisent donc de l'électricité à des coûts insupportables pour les industries de ces pays, qui dépendent de ces installations.

L'une des manières d'atténuer ce problème a été de répartir le coût des investissements nucléaires en différents marchés dans des pays qui, quoique dotés de sources naturelles abondantes, telles que l'énergie hydro-électrique, éolienne ou solaire, sont gouvernés par des dirigeants incompetents qui se laissent convaincre par un lobby nucléaire puissant (et prêt à corrompre) – lequel leur vend aisément l'illusion que « c'est la seule solution ». J'en veux pour preuve la légèreté avec laquelle le ministre des Mines et de l'Energie affirmait, au cours de son premier mandat, que le Brésil allait installer quelque 58000 MW d'énergie nucléaire d'ici 2030. Le même ministre nous dit aujourd'hui que le Brésil va construire quatre centrales nucléaires dans le Nordeste.

CC : Comment voyez-vous la composition actuelle du Ministère des Mines et de l'Energie ? Pensez-vous que le gouvernement de Dilma (Rousseff) se distingue de celui de Lula, de quelque forme que ce soit ?



JFC : Ce ministère s'inscrit dans la continuité du gouvernement précédent. Plusieurs postes – à commencer par celui du ministre, médiocre « journaliste pro-Sarney » de l'Etat du Maranhão – ont été attribués sur proposition politique, sans aucune garantie sur la compétence des personnes ainsi nommées. Il suffit de dire que le grand « parrain » de ce ministère est le pitoyable Sarney fils, personnage parmi les plus infâmes de la scène politique brésilienne.

Valéria Nader, économiste, est rédactrice en chef du Correio da Cidadania ; Gabriel Brito est journaliste.

Dernière mise à jour le 4 juin 2011